

En ce printemps 2009, les attaques contre nos droits sociaux menées avec une violente détermination par le gouvernement de Sarkozy se succèdent et frappent tous les pans de notre protection sociale et de nos services publics : réforme à marche forcée de l'université pour la soumettre aux logiques marchandes, comptables et gestionnaires et en faire une université à deux vitesses ; privatisation annoncée de la Poste ; attaques contre le service public hospitalier en le soumettant aux mêmes logiques de rentabilité, visant à exclure les patients non rentables ; suppressions de postes, soit pures, soit par non remplacement de départs en retraite, dans toutes les fonctions publiques, alors que les besoins explosent avec la paupérisation d'une large partie de la population ; privatisation rampante de ces services publics qui sont notre bien commun ; retour et attaque contre tout ce qui restait des acquis sociaux du Conseil National de la Résistance ou des années de prospérité, sécurité sociale, assurance chômage...

Ce n'est pas la création du RSA¹, placebo pour cacher le sous-emploi et encouragement énorme à des emplois en miettes, qui répondra à l'augmentation du chômage et de la précarité. Quant à la protection contre le chômage et les licenciements, elle a subi de graves reculs en 2008, avec l'accord interprofessionnel du 11 janvier qui a créé trois nouvelles formes de précarité - le CDD de mission, le doublement ou triplement des périodes d'essai, et la séparabilité à l'amiable, ou rupture conventionnelle, formidable outil de contournement des licenciements économiques pour les patrons. Et également avec la convention UNEDIC de 2009, qui fait sortir beaucoup plus rapidement les chômeurs de l'indemnisation², et prévoit une baisse des cotisations patronales, en pleine explosion du chômage !

C'est un projet global qui sous-tend ces attaques : produire le précaire éduqué dont le capitalisme cognitif a besoin, sans jamais le rémunérer à hauteur de sa qualification et de ses compétences, en maintenant sur le salariat la pression du chômage pour baisser les salaires et les droits. Plier les services publics à la logique marchande et rentabilisatrice, en leur enlevant crédits et postes, afin d'ouvrir sans cesse de nouveaux champs d'investissement aux capitaux privés à la recherche de rentabilité maximum. Faire toujours reculer davantage la part de la richesse produite qui va aux producteurs salariés de cette richesse, pour augmenter celle qui va aux profits, et atteindre des niveaux de profit de l'ordre de 15% garantis aux actionnaires.

Il résulte de la domination des logiques de profit maximum des entreprises, et de la privatisation des services publics, une hausse continue - explosive depuis janvier 2009 - du chômage, avec près de 100 000 inscrits officiels par mois, et de la précarité, avec la prépondérance, à 70%, des CDD sur les CDI, la multiplication des stages non payés, l'utilisation de l'intérim comme variable d'ajustement. Une proportion croissante de la population salariée devient des travailleurs pauvres, touchant moins que le seuil de pauvreté, oscillant entre chômage et emploi précaire.

Parallèlement à ces attaques contre l'Etat-Providence et ses protections sociales, et pour couper court aux résistances qui se multiplient, se met en place un vaste dispositif policier et sécuritaire, qui après avoir criminalisé les travailleurs étrangers laissés sans papiers mais utiles à l'économie, criminalise les syndicalistes, les protestataires, les simples citoyens qui ont de mauvaises lectures ou des modes de vie non-conformes aux dictats de la société marchande. Un pouvoir biopolitique³ tend à contrôler tous les instants de nos vies, tandis que le capital étend son emprise sur tous les domaines de la vie, les deux processus étant intimement liés.

De multiples résistances

Face à ces attaques, les résistances se multiplient et touchent de vastes secteurs de la société, qui entrent dans des luttes longues et déterminées, ou s'organisent sous forme de réseaux de professionnels pour faire face au malaise et à l'inquiétude qui les saisit devant la dénaturation marchande de leurs missions. Pour ne citer que les résistances de la période récente :

C'est la grève historique des enseignants-chercheurs déclenchée le 2 février contre les décrets touchant à leur statut et à la mastérisation de la formation des enseignants, et massivement suivie, bien que sous des modalités diverses ; elle relaye – bien tard, il est vrai – le mouvement de lutte contre la LRU déclenché à l'automne 2007 par les étudiants.

C'est la multiplication des Appels comme l'Appel contre la politique de la peur et bien d'autres, émanant de magistrats, de psychiatres, d'instituteurs, etc..., et l'Appel des Appels qui se voulait offrir une convergence entre les mouvements de protestation de plusieurs secteurs professionnels, du soin, de l'éducation, du travail social.

C'est le mouvement des personnels hospitaliers et médecins contre la Loi Bachelot qui renforce la domination de la logique comptable à l'hôpital, malgré les reculs du gouvernement devant la fronde d'un secteur professionnel où il compte beaucoup d'électeurs.

C'est le Réseau Education Sans Frontières, qui regroupe enseignants, parents d'élèves et simples citoyens, choqués par la politique à l'égard de l'immigration, qui s'oppose aux expulsions d'enfants et de parents sans papiers et demande leur régularisation.

Ce sont les luttes des salariés frappés par les plans massifs de licenciements, qui interpellent la puissance publique pour éviter ces licenciements, et vont jusqu'à retenir quelques heures certains de leurs dirigeants pour exiger de meilleures conditions de départ, que ce soit à Caterpillar, à Continental, à Valéo, à Molex, etc... Or, les firmes multinationales profitant souvent de la crise pour restructurer, ces licenciements massifs ne font que commencer.

L'ampleur de la crise sociale tend à occulter la gravité et l'urgence de la crise écologique, qui l'a précédée, tandis que la volonté des capitalistes de retrouver des marges de profit en dépit de la crise financière amène les gouvernants à repousser, sur ce plan, des mesures pourtant essentielles. Or, crise sociale et crise écologique se conjuguent et frappent en premier lieu les couches populaires. On ne saurait opposer la lutte sociale et celle pour la préservation de la planète. Mais ces luttes sont encore trop souvent séparées. Les mouvements écologistes font œuvre essentielle en ce qui concerne les atteintes à l'environnement, mais peinent à y intégrer l'urgence sociale. Les mouvements de défense des services publics et des protections sociales prennent mieux en compte l'urgence écologique, mais depuis peu, et ont encore du travail à faire sur cette question.

Plus largement, au-delà des secteurs en lutte ouverte et qui sont visibles médiatiquement, existe une colère diffuse, qui ne trouve pas forcément de canal d'expression, mais que redoute particulièrement le gouvernement, car c'est une colère sourde qu'une étincelle peut faire exploser à tout moment. D'où le renforcement du sécuritaire. En effet, ne serait-ce que dans les banlieues populaires, où une grande majorité des salariés précaires qui travaillaient en intérim ou en CDD ont perdu les premiers leurs emplois – dans la plus grande indifférence – et ne retrouvent plus de travail, la situation sociale est très tendue. Or, ni les syndicats – qui sauf exception ne parviennent pas à syndiquer ou à défendre les précaires⁴ –, ni les partis de gauche ne parviennent à offrir un débouché à cette angoisse

et à cette colère.

Mais encore plus largement, c'est toute une partie de la jeunesse qui a très mal vécu l'élection de Sarkozy, qui subit quotidiennement les discriminations et les contrôles policiers au faciès pour une partie d'entre elle, qui ne voit pas quel avenir lui réserve la société sauf de précarité et d'insécurité sociale, qui est prête à se révolter même si elle n'en a pas toujours le mode d'emploi codé selon les normes en vigueur dans la classe politique⁵. L'attrait parmi la jeunesse prolétarisée, soit de la personnalité et du nouveau parti de Besancenot⁶, soit de la mouvance libertaire pour les jeunes les plus scolarisés, montre l'écart entre ces générations précaires et le pouvoir. Mais ces subjectivités rebelles ne trouvent pas nécessairement d'expression politique à proprement parler.

Ces résistances construisent les briques d'un projet alternatif

Même si beaucoup de ces mouvements ont pour point de départ de résister à des attaques, il n'en reste pas moins qu'ils ne sauraient être étiquetés de purement défensifs. Dans toute lutte, dans l'effervescence et la révolte, le fonctionnement actuel du système est remis en question, et au fur et à mesure des AG mais surtout des discussions au sein du mouvement, au fil des occupations ou des « rondes », sont échafaudés des projets pour une autre logique de fonctionnement, tournée vers le bien commun et non vers la rentabilité, vers la coopération et non vers la concurrence de tous contre tous.

Ainsi les enseignants-chercheurs, même si l'on peut parfois regretter qu'ils remettent insuffisamment en cause le caractère sélectif de l'université et son rôle de tri et de reproduction sociale, se battent pour une université indépendante des pouvoirs économiques, ouverte à tous et gratuite, transmettant du savoir y compris critique et pas seulement des compétences professionnelles directement validées sur le marché du travail. Ils demandent que la recherche ne soit pas soumise aux impératifs de rentabilité à court terme, mais soit jugée sur sa contribution à un bien commun, qui est la libre production et circulation du savoir dans la société. Les étudiants, quant à eux, demandent un libre accès à l'université sans droits d'inscription prohibitifs, le libre choix de son cursus, l'indépendance du contenu des formations par rapport aux logiques marchandes et aux pressions des intérêts économiques.

Les professionnels du soin demandent que chacun ait accès gratuitement aux soins qu'il nécessite sans critère de rentabilité, le droit de tous à la santé, la gouvernance des hôpitaux par des médecins et non par des comptables.

Dans tous ces exemples, c'est le souci de la préservation des biens communs que sont l'éducation et la santé qui prime, ce qui implique un soutien financier public et des postes adaptés en montant et en nombre aux besoins.

En ce qui concerne les licenciements, il faut souligner que les reculs évoqués plus haut en matière de droit du travail ne facilitent pas la protection des salariés, de même que le caractère lointain de directions dépendant de multinationales ayant externalisé le travail à une kyrielle de sous-traitants, d'autant plus fragiles. Mais si l'argent a été trouvé en un temps record pour permettre aux banques de se renflouer, le gouvernement de Sarkozy n'a pas jugé utile de soutenir les industries en crise, ni de renforcer l'indemnisation du chômage. La lutte est donc beaucoup plus difficile, elle reste éclatée entreprise par entreprise, les directions syndicales ne proposant aucune mutualisation des luttes et

des perspectives. Il en résulte que les salariés touchés se battent dos au mur et, jusqu'ici, n'ont pas fait connaître de propositions alternatives quant à la reconversion de leur activité ou à sa reprise par eux-mêmes sous forme de réappropriation, qui pourrait être financée par un fonds public à créer.

Un des freins à la lutte pour une indemnisation correcte de toutes les formes de chômage et de précarité réside dans la faiblesse des mouvements de chômeurs, qui après avoir atteint un pic historique de mobilisation l'hiver 1997-98, se sont heurtés à l'absence de réponse du pouvoir - alors socialiste - , au refus de toute reconnaissance du patronat, et à l'indifférence de la plupart des syndicats vis-à-vis des chômeurs⁷, quand ils n'entérinent pas, comme la CFDT, tous les reculs de l'indemnisation du chômage.

IL n'en reste pas moins que les Etats Généraux du Chômage et de la Précarité organisés les 16-17 mai 2009 par un collectif regroupant associations et syndicats a réuni des chômeurs, des précaires, des salariés en lutte contre les licenciements et des universitaires, et a décidé d'organiser à la rentrée des Marches régionales chômeurs-précaires-salariés en lutte-mal logés-sans papiers⁸. Nous espérons ainsi renforcer les convergences locales. Une jonction sera recherchée également avec le mouvement pour l'urgence climatique, qui prépare une initiative importante pour le Sommet de Copenhague en décembre.

Sur le plan des alternatives à la société marchande, un parti comme le NPA est très impliqué dans les luttes sociales, et héberge des militant-e-s rompu-e-s aux actions coup de poing, aux auto-réductions de nourriture dans les supermarchés, fortement médiatisées ; mais il cherche encore à offrir de façon lisible, à l'occasion de telles actions, des perspectives de construction d'un projet alternatif.

Le DAL, Jeudi Noir et MACAQ ont quant à eux une longue pratique d'occupations pour créer des cités universitaires de fait ou des ateliers d'artistes, et ont réquisitionné l'immeuble du 24 rue de la Banque pour y créer le Ministère de la Crise du Logement et y soutenir les mal logés, en réclamant l'application du droit au logement opposable et le droit de réquisition des logements vides par les maires et les préfets. Leur combat est partagé, sous d'autres formes, par les Enfants de Don Quichotte.

Sur le plan de l'agriculture, des biens communs que sont les semences, des luttes importantes ont été menées par la Confédération Paysanne et les faucheurs volontaires, pour affirmer le droit à une agriculture paysanne protectrice de l'environnement, maîtresse de ses semences, libérée de la soumission aux diktats et à l'exploitation par les firmes agro-alimentaires.

Il est prévisible que des luttes importantes devront être menées contre les dérives eugénistes de la manipulation des cellules-souche.

Quant aux libertaires, ils élaborent des résistances à la société sécuritaire, construisant souvent un idéal de désertion du règne de la marchandise, d'exil ou d'exode à la Negri, et pratiquent de multiples formes de résistance dans la vie quotidienne, squats, réappropriations diverses...

Il reste à construire notre maison commune

Les morceaux d'un projet alternatif à la société capitaliste se construisent ainsi sous nos yeux dans de multiples mouvements et sous des formes très variées. Reste à construire, à partir de cette effervescence plurielle et composite, mais éclatée en divers lieux, divers mouvements divers réseaux, notre maison commune. Nous ne partons pas de rien. Mais la maison devra réunir plusieurs maçons,

sans exclusive.

Ainsi cette maison commune sera-t-elle peinte à la fois en rouge et en vert, mais avec la présence du noir. Certains voudront des fenêtres carrées, d'autres les voudront rondes, et leurs projets devront coexister sans nécessairement se fondre. La maison ne sera pas construite en un jour. Elle s'érigera dans le temps. Surtout, dans un premier temps, elle devra être à la fois ouverte sur l'extérieur et se protéger des attaques de forces destructrices au potentiel militaire énorme.

Nous ne partons pas de rien ; mais il ne s'agira pas cette fois d'élaborer à froid, entre appareils, comme dans le cadre du CIUN lors des Collectifs unitaires du NON, - péniblement et avec force compromis - un programme en 125 propositions, où l'on peut certes encore puiser quelques idées. Il s'agira surtout de partir des mouvements de résistance de la société qui secrètent leurs propositions, qui ont l'avantage d'être produites en situation par les professionnels concernés, pour dégager des axes de transformation sociale et écologique. Quant aux autres mouvements de résistance, plus informels et qui restent pour l'instant diffus et non exprimés, c'est à nous de nous rapprocher d'eux, d'être à leur écoute, et de participer à leur élaboration de revendications et de propositions, sans parler pour eux ou se substituer à eux⁹.

L'un des enjeux de notre époque est en effet de susciter l'interpénétration des mouvements sociaux et du politique, sans ériger la suprématie du dernier sur les premiers. Les mouvements sociaux, même s'il est encore nécessaire de favoriser et renforcer leur expression politique, portent en eux-mêmes du politique et sont à même d'élaborer des alternatives sociétales souvent bien plus radicales et argumentées que les programmes des partis politiques. .

Il faut aussi répondre à la crise du politique institué, des partis de « gauche » traditionnels, qui ont renoncé pour l'essentiel à l'objectif de renversement du système et se cantonnent à sa cogestion, et qui luttent avant tout pour leurs places. Comme le dit Alain Badiou, « rupture totale avec le capitalo-parlementarisme, politique inventée au ras du réel populaire, souveraineté de l'idée : tout est là, qui nous dépend du film de la crise et nous rend à notre propre levée »¹⁰.

Reste la question, direz-vous... de l'architecte, ou du maître de chantier. Faudra-t-il un architecte, pour concevoir cette maison commune, ou un maître de chantier, pour coordonner les travaux ? C'est-à-dire une force - proprement politique, c'est-à-dire s'occupant de la *polis* ou de la vie en commun - plurielle mais avec une forme de coordination ou de centralisation, qui articule l'ensemble tout en fédérant les divers mouvements et forces impliqués dans la résistance et l'élaboration d'alternatives ?

Certains le souhaitent, d'autres y sont opposés, par défiance vis-à-vis de tout ce qui peut ressembler à un parti ou à une structure organisée. Pourtant, l'ennemi, lui, est centralisé et organisé, et nous livrera un combat sans merci. Là réside la gageure, le défi : permettre l'efficacité et la force, sans donner prise aux dérives du pouvoir.

¹ Il est à souligner que les trois associations nationales de chômeurs et de précaires, AC !, APEIS et MNCP ont dénoncé le RSA comme une trappe à précarité et demandé son remplacement par une garantie de revenu décent pour tou-te-s avec ou sans emploi, ainsi que Solidaires et une douzaine d'associations.

[2](#) La CFDT, seule signataire de cette convention, l'a défendue en arguant que les chômeurs seront indemnisés dès quatre mois de travail et non six. Mais les chômeurs ayant travaillé 16 mois ne seront plus indemnisés que 16 mois au lieu de 23.

[3](#) Au sens de Michel Foucault.

[4](#) Cf. à cet égard les cinq rapports de recherche du programme « Syndicalisme et précarité » du Ministère de l'Emploi, DARES, parus en 2007, et qui va faire l'objet d'un ouvrage collectif à paraître à La Dispute en 2009.

[5](#) On a vu, lors de la révolte des banlieues en novembre 2005, la difficulté qu'avait la gauche et même l'extrême-gauche à reconnaître le caractère politique de cette révolte, et le peu de protestation de sa part qui a suivi l'instauration du couvre-feu.

[6](#) Si le NPA est passé des quelque 3000 adhérents de la LCR à quelque 6000 adhérents, c'est par l'afflux de jeunes souvent très peu politisés, attirés par l'image de rebelle de Besancenot, et par sa présence dans de nombreuses luttes.

[7](#) A l'exception de la CGT, qui a créé la CGT-Privés d'emploi, et de l'Union syndicale Solidaires, qui a été partie prenante d'AC !, le soutient activement, et a créé un Solidaires-précaires-chômeurs à Caen.

[8](#) Voir la déclaration finale sur le site d'actuchomage.org ou de ac-chomage.org

[9](#) A la différence de la LCR et peut-être du nouveau NPA - ce qui reste à vérifier - il s'agira en effet de ne pas reproduire la croyance en un parti-guide, qui sait à la place des foules et impose une vision surplombante aux acteurs des mouvements. Nous croyons cette conception profondément dépassée, dans une société marquée par la réflexivité et la longue scolarisation de la jeunesse, et par son individualisme. Cf. Evelyne PERRIN, « *Crise et renouveau du politique* », à paraître.

[10](#) Alain BADIOU, *L'hypothèse communiste*, Paris, Nouvelles Editions Lignes, 2009, p. 82.